

UNE MACHINE BIEN HUILEE

2

Les Grandes Ecoles

La création des grandes écoles remonte à l'époque de la Révolution française et correspond au premier développement de l'industrie, mais aussi à la prise du pouvoir par une nouvelle classe la bourgeoisie. Au cours du XIX^e siècle, on voit donc se créer en période d'expansion, c'est-à-dire après les crises et les guerres, les principales écoles d'ingénieurs : entre ces crises ne naissent que des écoles permettant la marche des affaires : les écoles de commerce.

Au XX^e siècle la situation est analogue, mais on voit mieux la liaison entre l'industrie et les grandes écoles, les écoles créées correspondent aux besoins nouveaux : cadres spécialisés de direction, véritables bras droits des patrons.

Ce rappel historique nous donne déjà un aperçu du contrôle de la bourgeoisie, car celle-ci dirige le développement industriel, et ce sera l'objet principal de notre article. Nous allons essayer de démontrer le mécanisme du pouvoir dans les grandes écoles et voir ce que cela entraîne pour la formation des futurs cadres. Mais avant tout il convient de savoir comment la bourgeoisie exerce son pouvoir au niveau des grandes écoles.

Le contrôle des Grandes Écoles

Il peut se faire indirectement par l'intermédiaire de l'appareil d'État, c'est-à-dire des ministères de tutelle : Éducation nationale, Industrie, Armées ou même du premier ministre. Il peut être plus direct par les associations des Anciens Élèves qui peuvent contrôler le placement des élèves et la nature des enseignements, par les chambres de commerce (cf. la grève d'H.E.C. l'an dernier), ou tout simplement par les représentants du patronat dans les conseils d'administration des écoles.

Les modes d'intervention sont extrêmement variés : influence des Anciens sur les professeurs, présence des représentants du patronat dans les conseils de perfectionnement, placement des promotions sortantes (idéologie paternaliste de la « grande famille »).

Il existe aussi des moyens de pression financiers la taxe d'apprentissage, impôt obligatoire mais dont l'affectation est libre, contrats passés avec les écoles (notamment dans le domaine du matériel d'informatique). Les pressions peuvent d'ailleurs s'exercer directement sur les élèves par la voie de la préembauche.

La liaison et les formes du contrôle du patronat sur l'université est un des objets de la loi Faure. La fonction essentielle de la réforme était, tout comme le plan Fouchet, de donner à l'économie française les bases d'un enseignement de masse. Des considérations tactiques (mai, nécessité de l'idéologie participationniste...) sont venues donner à la loi Faure un aspect extrêmement démagogique mais ce but essentiel demeure. Or les Grandes

Écoles, cristallisation d'un système élitaire et sélectif, n'entraient pas dans le cadre d'une telle réforme à moins de l'abandon par la bourgeoisie du contrôle de ce type de formation. Or, non seulement cet abandon ne s'imposait aucunement pour elle, mais la nécessité de maintenir son emprise idéologique le rendait impossible.

En dehors de la loi Faure, une réforme des Grandes Écoles fut ébauchée, mais les différentes fractions de la bourgeoisie n'étaient pas d'accord sur le contenu de cette réforme, ce qui explique le conflit Faure-Couve à ce sujet. Aujourd'hui, les grandes écoles font partie du domaine réservé de Matignon.

Les grandes écoles sont donc l'objet de nombreuses sollicitations. Il convient d'en approfondir le pourquoi et ce sur deux plans : au niveau du contenu de l'enseignement, puis à celui de l'idéologie: nous verrons alors que la distinction est quelque peu arbitraire.

1°) *Contrôle de l'enseignement*

L'existence des grandes écoles correspond à un besoin de l'industrie en un certain type de cadre déjà, dans la création des grandes écoles on a pu voir la liaison avec la conjoncture (création des écoles de commerce, etc.), mais la conjoncture influence également l'enseignement dispensé.

Ainsi, quand il fallut développer de nouvelles techniques, on a vu se créer des écoles spécialisées (électronique, etc.). Mais à l'heure actuelle des études ont montré que la multitude de petites écoles spécialisées et dispersées, n'était pas très rentable et l'on s'oriente de plus en plus vers des instituts polytechniques. Cela se produit d'ailleurs au niveau de l'école par un vaste « touche à tout ».

Mais le contrôle va plus loin encore que le choix des orientations, il peut aller jusqu'au contenu même des cours. Il existe par exemple dans bon nombre d'écoles des cours de sciences économiques ouvertement réactionnaires. Le malaise est plus profond dans les écoles qui subissent le contrecoup des désaccords entre les dirigeants industriels, et particulièrement l'opposition entre formation à long terme et formation à court terme, cette dernière

accumule les recettes, mais l'autre ne donnant pas de formation professionnelle, favorise la formation de « cadres-maison ». Cela se traduit souvent par une fragmentation incroyable de l'enseignement.

Plus généralement, la bourgeoisie entend pénétrer l'élève de sa future fonction sociale. Si cela fait l'objet du paragraphe suivant, on peut cependant dire que la bourgeoisie entend perpétuer au niveau de l'école la division travail manuel-travail intellectuel essentielle au système capitaliste.

2°) *Le contrôle idéologique*

On va donc façonner un cadre docile. Les méthodes pédagogiques sont donc très importantes : cours en amphi, destinés à empêcher toute contestation de ce qui est enseigné, structure adaptée à un enseignement qui consiste à demander un gros volume de travail individuel sans référence qualitative et aboutissant à une sclérose intellectuelle tuant tout esprit critique, énorme importance des examens bidons...

Examens en Grandes Écoles : Répression ?

A la rentrée, on note, dans de nombreuses grandes écoles (INSA, Centrale à Lyon, Grignon, ENSEM Nantes, etc.) un écrémage inhabituel dans les passages en année supérieure ou dans l'obtention des diplômes de fin d'étude.

Comme ces examens sont complètement bidon, cette mesure, qui se généralise, a une fonction politique évidente : convaincre l'opinion, et surtout la bourgeoisie, du bon fonctionnement des grandes écoles.

Il est donc important que toute décision de ce genre, surtout si elle frappe les militants, soit immédiatement signalée au B.N. de l'U.G.E., et que soit indiqué notamment le rôle qu'y ont joué les Conseils de participations ; ces mesures doivent être remises en question dès la rentrée !

Même s'il y a très peu de chance d'avoir une fonction directoriale, l'élève est convaincu qu'il va posséder le pouvoir. On le persuade donc de son appartenance à « l'élite » de la nation, qu'il va commander : l'École est une pépinière de chefs! Combien de fois n'avons-nous pas entendu : « Quand vous serez ingénieurs... Quand vous commanderez... ». Dans cette phrase sibylline nous retrouvons le mythe élitiste mais aussi celui de la promotion individuelle.

Ce dernier point est important pour le maintien d'un ordre social. Il est en effet nécessaire que parmi les couches sociales les plus défavorisées sortent un certain nombre de cadres. Ainsi les couches défavorisées peuvent espérer sortir de leur condition, du moins il faut

qu'elles le croient, par le travail individuel. Mais leur nombre reste très limité et les dirigeants de la nation sont pratiquement tous sortis de la bourgeoisie. Cependant, les cadres devront considérer leur condition comme un bienfait, mais il est moins question que jamais que les futurs cadres prennent en main leur destinée elle est tracée pour eux.

Seul le mouvement de masse organisé est capable de riposter aux projets de rentabilisation technocratique des Grandes Écoles en dévoilant la nature de classe.

L'U.G.E. est la forme propre aux structures des Grandes Écoles du mouvement étudiant.

A suivre



L'ETUDIANT de France – Nouvelle Série N° 1 – Octobre 1969